

B. — Règles uniformes concernant la loi applicable

*Analyse des réponses et observations de gouvernements relatives à la Convention de La Haye de 1955 : rapport du Secrétaire général**

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>
I. — INTRODUCTION	1-4
II. — ANALYSE DES RÉPONSES ET DES OBSERVATIONS	5-44
A. — Ratification de la Convention ou adhésion à la Convention.....	5-7
B. — Observations d'ordre général	8-24
a) Nécessité de règles de conflit uniformes; coexistence de règles de fond uniformes et de règles de conflit uniformes	8-14
b) Acceptation ou rejet de l'ensemble de la Convention.....	15-22
c) Protection égale des intérêts du vendeur et de ceux de l'acheteur ..	23-24
C. — Observations relatives à certains articles de la Convention	25-44
a) Article premier	25-27
b) Article 2	28-31
i) Premier alinéa de l'article 2	28-29
ii) Deuxième alinéa de l'article 2	30-31
c) Article 3	32-39
i) Observations d'ordre général sur l'article 3	32-33
ii) Premier alinéa de l'article 3	34-35
iii) Deuxième alinéa de l'article 3	36-39
d) Article 4	40-41
e) Article 5	42-43
f) Articles 10 et 12	44

I. — INTRODUCTION

1. A sa deuxième session, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) a prié le Secrétaire général de faire une analyse des observations faites au sujet de la Convention de La Haye de 1955 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels et de présenter cette analyse au Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels institué par la Commission¹.

2. Ces observations comprennent les réponses reçues des États à la suite de la demande que la Commission leur a faite, à sa première session, d'indiquer s'il était ou non dans leurs intentions d'adhérer à la Convention de La Haye de 1955 et ce qui motivait leur attitude². Ces réponses ont été reproduites dans les documents A/CN.9/12 et Add.1, 2, 3 et 4. A sa première session,

la Commission a également prié le Secrétaire général de communiquer le texte des réponses reçues à la Conférence de La Haye de droit international privé, pour observations; les observations du Secrétaire général de la Conférence de droit international privé de La Haye ont été reproduites dans le document A/CN.9/12/Add.2.

3. La deuxième session de la Commission a donné lieu à un débat général sur la Convention de La Haye de 1955 et les observations formulées au cours de ce débat ont été résumées dans l'annexe II au rapport de la Commission³.

4. L'analyse ci-après des réponses écrites (par. 2) et des observations formulées au cours de la deuxième session de la Commission (par. 3) se subdivise comme suit : A. - Ratification de la Convention ou adhésion à la Convention; B. - Observations d'ordre général

¹ Rapport de la Commission sur les travaux de sa deuxième session (A/7618), par. 2.

² Rapport de la Commission sur les travaux de sa première session (A/7216), par. 17, A.

³ Rapport de la Commission sur les travaux de sa deuxième session (A/7618). Le débat comprend les observations formulées par les représentants des États membres de la Commission et par les représentants d'organisations internationales qui ont participé à la session en qualité d'observateurs.

relatives à la Convention; C. - Observations relatives à certains articles de la Convention⁴.

II. — ANALYSE DES RÉPONSES ET DES OBSERVATIONS

A. — Ratification de la Convention ou adhésion à la Convention

5. A la date de la publication du présent rapport, la Convention de La Haye de 1955 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels avait été ratifiée par la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège et la Suède.

6. La position des autres États qui ont fait parvenir une réponse peut se résumer comme suit :

i) *États qui ont manifesté l'intention de ratifier la Convention ou d'y adhérer* : Colombie⁵, Cambodge⁶, Hongrie⁷, Mexique⁸ et Suisse⁹;

ii) *États où la Convention et/ou la question de la ratification ou de l'adhésion est à l'étude* : Tchécoslovaquie¹⁰, Grèce¹¹, Irak¹², Irlande¹³, Japon¹⁴, Roumanie¹⁵ et Espagne¹⁶;

iii) *États qui n'ont pas l'intention de ratifier la Convention ou d'y adhérer* : Autriche¹⁷, Botswana¹⁸, Chili¹⁹, Chine²⁰, République fédérale d'Allemagne²¹, Guyane²², Iran²³, Israël²⁴, Laos²⁵, Luxembourg²⁶,

⁴ L'origine des observations apparaît dans les renvois en bas de page. Pour les réponses écrites (par. 2 ci-dessus), la note de bas de page renvoie à des documents autres que le rapport A/7618 (voir note 1). Pour les observations formulées au cours de la deuxième session de la Commission, la note donnée en bas de page est A/7618. Pour que la source des observations apparaisse plus clairement encore, les observations contenues dans des réponses écrites sont attribuées, dans le corps du texte, au gouvernement lui-même, tandis que celles qui ont été formulées au cours de la deuxième session de la Commission sont attribuées au représentant du gouvernement.

⁵ A/CN.9/12, p. 3.

⁶ Note adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Cambodge, le 12 mai 1969.

⁷ A/CN.9/12, p. 4.

⁸ A/CN.9/12/Add.1, p. 5.

⁹ A/CN.9/12, p. 9.

¹⁰ A/CN.9/12/Add.1, p. 13.

¹¹ A/CN.9/12/Add.4, p. 3.

¹² A/CN.9/12/Add.3, p. 3.

¹³ A/CN.9/12, p. 4.

¹⁴ A/CN.9/12/Add.4, p. 4, et A/7618, annexe II, par. 4.

¹⁵ A/CN.9/12/Add.1, p. 10.

¹⁶ *Ibid.*, p. 3.

¹⁷ A/CN.9/12/Add.4, p. 2.

¹⁸ A/CN.9/12/Add.1, p. 3.

¹⁹ A/CN.9/12, p. 3.

²⁰ A/CN.9/12/Add.3, p. 2.

²¹ A/CN.9/12, p. 6.

²² A/CN.9/12/Add.4, p. 4.

²³ A/CN.9/12/Add.1, p. 4.

²⁴ A/CN.9/12, p. 5.

²⁵ A/CN.9/12/Add.2, p. 4.

²⁶ A/CN.9/12, p. 5.

Maldives²⁷, Pays-Bas²⁸, Sierra Leone²⁹, Singapour³⁰, Trinité-et-Tobago³¹, Royaume-Uni³² et États-Unis d'Amérique³³.

7. Dans sa réponse, le Luxembourg a indiqué que les six États membres de la Communauté économique européenne (Belgique, République fédérale d'Allemagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) avaient décidé que ceux d'entre eux qui n'avaient pas encore ratifié la Convention ne poursuivraient pas la procédure d'approbation parlementaire, tandis que ceux qui avaient déjà ratifié la Convention la dénonceraient dès que cette faculté serait ouverte³⁴.

B. — Observations d'ordre général

a) *Nécessité de règles de conflit uniformes; coexistence de règles de fond uniformes et de règles de conflit uniformes*

8. Plusieurs États ont exprimé l'opinion que l'existence de règles de fond uniformes rendait inutiles des règles de conflit uniformes. C'est ainsi que de l'avis de l'Autriche, l'unification du droit positif relatif à la vente d'objets mobiliers corporels et l'unification des règles de conflit étaient incompatibles³⁵. De l'avis des Pays-Bas, la suppression des différences qui existaient entre les divers systèmes juridiques pouvait être réalisée plus efficacement par l'application de la Loi uniforme de La Haye de 1964 que par l'application de règles régissant les conflits de lois³⁶. Israël a souligné que la ratification de la Convention de 1964 rendait inutile l'adhésion à la Convention de 1955³⁷. La Belgique a fait observer que sa décision de ratifier les Conventions de La Haye de 1964 avait été motivée, entre autres raisons, par le désir de mettre fin aux incertitudes que comportait l'application des règles du droit international privé³⁸. En revanche, la Hongrie a exprimé l'opinion que l'on parviendrait à une sécurité plus grande par l'unification des règles de conflits de lois que par les Conventions de La Haye de 1964³⁹.

9. La République fédérale d'Allemagne a fait observer que l'un des buts essentiels de l'uniformisation du droit positif en matière de vente était d'aller au-delà du choix entre diverses lois nationales; de plus, la coexistence des Conventions de La Haye de 1955 et de 1964 entraînerait des difficultés d'interprétation considérables étant donné que les dispositions de ces conventions différaient considérablement sur un grand nombre de

²⁷ *Ibid.*, p. 4.

²⁸ A/CN.9/12/Add.1, p. 10.

²⁹ *Ibid.*, p. 12.

³⁰ *Ibid.*, p. 13.

³¹ A/CN.9/12, p. 10.

³² A/CN.9/12/Add.1, p. 11.

³³ A/CN.9/12/Add.2, p. 3 et A/7618, annexe II, par. 4.

³⁴ A/CN.9/12, p. 5.

³⁵ A/CN.9/12/Add.4, p. 2.

³⁶ A/CN.9/12/Add.1, p. 10.

³⁷ A/CN.9/12, p. 5.

³⁸ A/CN.9/11, p. 14.

³⁹ A/CN.9/11/Add.3, p. 6.

points. En conséquence, la République fédérale estimait que la déclaration prévue à l'article IV de la Convention sur la vente aboutirait à éliminer une grande partie des avantages offerts par la Loi uniforme grâce à l'uniformisation des règles de fond ⁴⁰.

10. Le représentant de la République arabe unie a fait observer que le champ d'application de la Convention de La Haye de 1955 deviendrait très limité si tous les pays du monde adoptaient une loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels ⁴¹. Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé était du même avis : si la Loi uniforme de 1964 était adoptée dans tous les États du monde, les règles de conflit deviendraient presque entièrement sans objet. Cependant, le Secrétaire général de la Conférence de La Haye a également souligné que la réalité était autre et qu'il n'était pas permis d'espérer que la Loi uniforme soit reçue sans retouches ultérieures dans une grande majorité de pays. Il a fait en outre observer que plusieurs aspects de la vente d'objets mobiliers corporels n'étaient pas couverts par la Loi uniforme et qu'en conséquence les règles de conflit garderaient de toute façon toute leur importance dans ces domaines ⁴².

11. Le représentant de la Norvège partageait l'opinion du Secrétaire général de la Conférence de La Haye : des règles de conflit unifiées s'imposeraient, même en cas d'adoption universelle des conventions de La Haye de 1964, puisque celles-ci ne portaient pas sur tous les aspects des ventes internationales ⁴³. La Norvège a donc suggéré de supprimer ou de modifier l'article 2 de la Loi uniforme sur la vente, de manière que l'application de la Loi uniforme soit subordonnée aux règles du droit international privé de l'État du for. Selon la Norvège, une autre solution serait de modifier l'article IV de la Convention sur la vente de telle manière qu'il permette à un État contractant d'adhérer également dans l'avenir à des conventions relatives aux conflits de lois dans le domaine du droit de la vente ⁴⁴. Les États-Unis ont noté que certaines dispositions comme l'article 2 de la Loi uniforme sur la vente avaient fait l'objet de vives controverses et pourraient dissuader les États de devenir parties à la Convention sur la vente ⁴⁵.

12. La nécessité de règles de conflit unifiées a également été soulignée par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui a suggéré de supprimer l'article 2 de la Loi uniforme sur la vente ⁴⁶. L'Observateur de la Chambre de commerce internationale a fait une suggestion analogue et a noté qu'aux termes de son article 8, la Loi uniforme de La Haye sur la vente ne concernait pas plusieurs aspects du contrat de vente, tels que la formation et la validité

du contrat ou de l'une quelconque de ses dispositions ⁴⁷. L'observateur de l'UNIDROIT a fait remarquer qu'il existait plusieurs questions (telles que la prescription) qui n'étaient pas régies par la Loi uniforme sur la vente et qu'il n'était pas possible de régler selon les principes généraux énoncés à l'article 17 de la Loi uniforme; en pareil cas, il fallait recourir au droit international privé ⁴⁸.

13. La Tchécoslovaquie a fait valoir que l'unification des règles de fond avait pour effet de diminuer le nombre des conflits de loi mais ne les supprimait pas complètement; il était donc nécessaire de s'efforcer, en même temps, d'unifier les règles de conflit ⁴⁹. La Tchécoslovaquie a en outre exprimé l'opinion que les règles uniformes ne devraient s'appliquer que si les règles de conflit de l'État du for renvoyaient aux règles de fond d'un État qui avait adopté ces règles uniformes. L'unification des règles de conflit devait donc précéder l'unification des règles de fond ⁵⁰. Le représentant de la Roumanie a fait observer que les règles de conflit complétaient les règles de fond et que par conséquent il était nécessaire de disposer d'une convention en matière de conflits ⁵¹.

14. Le Mexique a jugé souhaitable de ratifier tant la Convention de La Haye de 1955 que les Conventions de La Haye de 1964. A l'appui de cette opinion, il a attiré l'attention sur les contrats mettant en présence des ressortissants de pays qui n'auraient pas ratifié les Conventions de 1964 et sur les contrats écartant l'application de ces conventions. Dans les deux cas, les problèmes de conflits de lois seraient résolus par les règles de la Convention de 1955. Cependant, le Mexique a fait observer que sur certains points précis, les Conventions de 1955 et de 1964 étaient en contradiction ⁵². L'Espagne a noté que la Convention de 1955 devrait être mise en harmonie avec la Convention de 1964 sur la vente lorsque cette dernière recevrait sa version définitive ⁵³.

b) *Acceptation ou rejet de l'ensemble de la Convention*

15. La Colombie a déclaré qu'elle avait l'intention d'adhérer à la Convention de 1955, conformément à la recommandation du Comité juridique interaméricain selon laquelle l'adoption d'un instrument régional en la matière ne se justifiait pas, ladite convention répondant aux besoins des pays du continent américain ⁵⁴.

16. Les représentants de l'Argentine, de l'Italie, du Mexique, de la République arabe unie, de la Tunisie et l'Observateur de la Chambre de commerce internationale ont exprimé l'avis que la Convention de La Haye de 1955, encore que quelques-unes de ses dispo-

⁴⁰ A/CN.9/12, p. 9.

⁴¹ A/7618, annexe II, par. 5.

⁴² A/CN.9/12/Add.2, p. 6.

⁴³ A/7618, annexe II, par. 6.

⁴⁴ A/CN.9/11, p. 24.

⁴⁵ A/CN.9/11/Add.1, p. 14.

⁴⁶ A/7618, annexe I, par. 38.

⁴⁷ A/7618, annexe II, par. 6.

⁴⁸ A/7618, annexe I, par. 39.

⁴⁹ A/CN.9/12/Add.1, p. 13.

⁵⁰ A/CN.9/11/Add.1, p. 34.

⁵¹ A/7618, annexe II, par. 5.

⁵² A/CN.9/12/Add.1, p. 7.

⁵³ *Ibid.*, p. 4.

⁵⁴ A/CN.9/12, p. 3.

sitions puissent certainement être améliorées, n'en était pas moins, dans l'ensemble, un instrument satisfaisant⁵⁵.

17. L'Espagne a déclaré qu'elle était, en principe, favorable à la Convention⁵⁶.

18. La Tchécoslovaquie a fait observer que, lors de l'élaboration de la loi tchécoslovaque de 1963 sur le droit international privé et sur la procédure, le Corps législatif avait adopté les principes fondamentaux de la Convention⁵⁷.

19. La Sierra Leone a approuvé pour l'essentiel les dispositions des articles 1, 2, 5, 8, 9, 10, 11 et 12 de la Convention. Toutefois, en raison du libellé des autres articles, la Sierra Leone n'a pas pu adhérer à la Convention dans son ensemble⁵⁸.

20. Notant que 16 États seulement, parmi lesquels ne figurait aucun État socialiste et aucun État en voie de développement, avaient participé à la Conférence de La Haye de 1955, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a exprimé l'avis que le texte de la Convention ne pouvait pas être pris comme base de travail pour l'élaboration d'un accord international universel sur le droit applicable à la vente internationale des objets mobiliers corporels⁵⁹.

21. Le Chili⁶⁰, la République fédérale d'Allemagne⁶¹ et le Royaume-Uni⁶² ont déclaré qu'en raison des différences existant entre les dispositions de la Convention et certains éléments propres à leur système juridique, il ne leur était pas possible d'appuyer cette convention.

22. Le Royaume-Uni a notamment souligné que les tribunaux britanniques n'appliquaient normalement qu'une seule loi lorsqu'ils déterminaient les droits et les obligations nés d'un contrat. Bien qu'il y eût des exceptions à ce principe, l'application de plusieurs systèmes juridiques à un même contrat était exceptionnelle⁶³.

c) *Protection égale des intérêts du vendeur et de ceux de l'acheteur*⁶⁴

23. De l'avis des États-Unis, il était douteux que la Convention offre une solution satisfaisante en ce qui concernait l'équilibre à réaliser entre les intérêts de l'acheteur et ceux du vendeur⁶⁵. En revanche, le représentant du Mexique a exprimé l'avis que les dispositions

de la Convention étaient objectives et protégeaient les droits tant de l'acheteur que du vendeur⁶⁶.

24. Le représentant de la Hongrie, tout en estimant que le moment n'était pas venu de limiter ou de supprimer l'autonomie de la volonté des parties, a noté, cependant, que l'autonomie illimitée dont celles-ci jouissaient pour désigner la loi du contrat favorisait la partie la plus forte⁶⁷.

C. — *Observations relatives à certains articles de la Convention* *

a) *Article premier*

25. Le représentant de l'URSS a indiqué qu'il fallait, selon lui, définir la vente internationale des objets mobiliers corporels pour bien indiquer quels rapports la Convention visait à réglementer⁶⁸. Une opinion analogue a été exprimée par le représentant de la République arabe unie, qui s'est demandé si la définition contenue dans la Loi uniforme de 1964 sur la vente internationale des objets mobiliers corporels pouvait s'appliquer⁶⁹.

26. Le représentant de l'Italie a exprimé l'avis que l'absence de définition était probablement voulue, puisque les critères objectifs énoncés par la Convention, tels que la réception d'une commande ou l'existence d'un établissement, définissaient clairement les cas dans lesquels la Convention était applicable⁷⁰. Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye a informé la Commission qu'on avait décidé de ne pas inclure dans le texte une définition de la vente internationale des objets mobiliers corporels parce que d'autres dispositions de la Convention en délimitaient clairement le champ d'application⁷¹.

27. Le Mexique a suggéré que les ventes de monnaies et d'électricité soient exclues du champ d'application de la Convention de La Haye de 1955, étant donné que les Conventions de La Haye de 1964 n'étaient pas applicables à ces ventes et que les raisons qui avaient été invoquées pour exclure ces deux catégories de vente des Conventions de 1964 étaient également valables pour la Convention de 1955⁷².

b) *Article 2*

i) *Premier alinéa de l'article 2*

28. Le représentant de la Tchécoslovaquie a déploré l'emploi de l'expression « loi interne » au lieu de « loi interne de fond », les termes employés dans la Convention n'excluant pas l'application des règles de conflit du droit désigné par les parties et, en conséquence,

⁵⁵ A/7618, annexe II, par. 1.

⁵⁶ A/CN.9/12/Add.1, p. 3.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 13.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 12.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 14.

⁶⁰ A/CN.9/12, p. 3.

⁶¹ *Ibid.*, p. 6 à 9. Les objections pratiques soulevées à l'encontre de certains points de la Convention (art. 3, par. 2) sont énoncées ci-après.

⁶² A/CN.9/12/Add.1, p. 11.

⁶³ *Ibid.*, p. 11.

⁶⁴ Voir également ci-après les paragraphes 34 et 35 relatifs aux observations formulées sur le deuxième paragraphe de l'article 3 de la Convention.

⁶⁵ A/CN.9/12/Add.2, p. 3.

* Le texte des articles 1 à 5 est reproduit dans l'annexe II au rapport de la CNUDCI sur sa deuxième session (A/7618).

⁶⁶ A/7618, annexe II, par. 3.

⁶⁷ *Ibid.*, par. 12.

⁶⁸ *Ibid.*, par. 10.

⁶⁹ *Ibid.*, par. 10.

⁷⁰ *Ibid.*, par. 11.

⁷¹ *Ibid.*, par. 11.

⁷² A/CN.9/12/Add. 1, p. 8.

n'excluant pas non plus la possibilité du renvoi⁷³. Le représentant de la Hongrie a déclaré qu'il ne partageait pas ce point de vue; selon lui, l'application des règles de conflit étaient exclues lorsque les parties avaient désigné la loi qui régissait leur contrat⁷⁴.

29. Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye a déclaré que l'expression « loi interne », par opposition au terme « loi » qui recouvrait aussi les règles de conflits, avait été choisie précisément pour écarter la possibilité de renvoi, puisqu'elle désignait les règles de fond, à l'exclusion des règles de conflits⁷⁵. Cette distinction entre les deux expressions a été critiquée par le représentant de l'Italie qui a fait observer que les termes italiens équivalents ne permettaient pas de faire cette distinction⁷⁶.

ii) Deuxième alinéa de l'article 2

30. Le représentant de la Tchécoslovaquie a fait observer que les dispositions du deuxième alinéa de l'article 2 de la Convention ne correspondaient pas à celles de l'article 3 de la Loi uniforme de La Haye de 1964. Le deuxième alinéa de l'article 2 de la Convention de 1955 excluait le choix tacite de la loi ou un choix partiel de cette loi. En revanche, la Loi uniforme de La Haye de 1964 stipulait que les parties à un contrat étaient libres d'exclure expressément ou tacitement, totalement ou partiellement, l'application de la Loi⁷⁷.

31. Le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne ont également formulé des observations relatives à la disposition figurant au deuxième alinéa de l'article 2. La République fédérale d'Allemagne a critiqué cette disposition en soutenant qu'elle ne permettait pas le maintien de l'interprétation selon laquelle, lorsque les parties convenaient de porter leurs différends éventuels devant un tribunal arbitral national, elles convenaient en même temps que la loi applicable au siège de ce tribunal régirait leur contrat⁷⁸. Quoique ne s'étant pas expressément élevé contre la disposition figurant à ce paragraphe, le Royaume-Uni a soulevé la même objection⁷⁹.

c) Article 3

i) Observations d'ordre général sur l'article 3

32. Le Royaume-Uni a noté que les dispositions de l'article 3 entraîneraient une modification de son droit interne. Selon ce droit, en l'absence d'une stipulation expresse désignant la loi applicable, la règle était que la loi applicable devait être déterminée par déduction, et l'on recherchait à cet effet l'intention des parties en examinant les termes et la nature du contrat et les circonstances extrinsèques. Le Royaume-Uni a, en outre,

fait observer que l'application de la règle énoncée à l'article 3 de la Convention entraînerait des conséquences juridiques que les parties n'auraient pas prévues et pourrait conduire à des résultats aberrants, dans les cas par exemple où les parties n'auraient pas désigné la loi applicable en sorte qu'il ne serait pas possible d'appliquer les dispositions de l'article 2, mais où le contrat aurait cependant été établi dans des termes indiquant clairement que les parties n'envisageaient pas l'application de la loi du pays du vendeur⁸⁰.

33. Le Chili a fait remarquer que les dispositions de l'article 3 s'inspiraient de principes totalement différents de ceux sur lesquels se fondait le système chilien; lorsque les parties n'avaient pas déterminé expressément la loi applicable à leur contrat, la législation chilienne n'appliquait pas le droit du pays du vendeur ou celui du pays de l'acheteur, mais bien la loi applicable au lieu de formation du contrat et au lieu de la situation des biens⁸¹.

ii) Premier alinéa de l'article 3

34. La Sierra Leone a suggéré qu'il était nécessaire de trouver une expression plus précise que les termes « résidence habituelle » qui, selon elle, pouvaient être difficiles à définir⁸².

35. La République fédérale d'Allemagne a critiqué la portée des exceptions au principe fondamental, énoncé dans la première phrase, selon lequel le contrat était régi par la loi du vendeur. Une de ces exceptions, prévue par la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 3, stipulait que la loi qui régissait le contrat était la loi du pays où était situé l'« établissement » (par exemple une succursale) du vendeur qui avait reçu la commande et non celle du pays où le vendeur avait son siège principal. Les observations formulées par la République fédérale d'Allemagne se référaient à des propositions, présentées lors des huitième et neuvième Conférences de La Haye, qui visaient à limiter la disposition contenue dans la première phrase du premier alinéa de l'article 3 aux seuls cas où le vendeur posséderait un établissement ayant un stock de livraisons des biens en question⁸³.

iii) Deuxième alinéa de l'article 3

36. Des avis divergents ont été exprimés sur le point de savoir si le deuxième alinéa de l'article 3 favorisait la partie la plus forte. L'Iran a souligné que la Convention convenait aux pays économiquement développés qui étaient essentiellement des pays d'exportation. C'est pourquoi l'accent avait été mis sur la loi du vendeur, c'est-à-dire sur la loi de la partie, économiquement parlant, la plus forte. Le deuxième alinéa de l'article 3 de la Convention ne faisait qu'une place bien modeste à la loi de l'acheteur⁸⁴. A la deuxième session de la Com-

⁷³ A/7618, annexe II, par. 13 et 14.

⁷⁴ *Ibid.*, par. 13.

⁷⁵ *Ibid.*, par. 14.

⁷⁶ *Ibid.*, par. 14.

⁷⁷ *Ibid.*, par. 15.

⁷⁸ A/CN.9/12, p. 6.

⁷⁹ A/CN.9/12/Add.1, p. 11.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 11 et 12.

⁸¹ A/CN.9/12, p. 3.

⁸² A/CN.9/12/Add.1, p. 12.

⁸³ A/CN.9/12, p. 7 et 8. La République fédérale d'Allemagne a également formulé une objection du même ordre à propos du deuxième alinéa de l'article 3.

⁸⁴ A/CN.9/12/Add.1, p. 5.

mission, le représentant de l'Iran a déclaré que l'application de la loi du pays du vendeur par le juge du pays de l'acheteur pouvait susciter des difficultés dans la pratique, ce qui ne serait pas le cas si le juge devait appliquer la loi du for⁸⁵. Le représentant de la France a, toutefois, exprimé l'avis que l'application de la loi de l'acheteur ne donnait pas nécessairement la préférence à celui-ci non plus que l'application de la loi du vendeur n'était favorable à ce dernier, puisque les lois de tous les pays visaient à octroyer des droits égaux au vendeur et à l'acheteur⁸⁶. L'avis du représentant de la France était partagé par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye⁸⁷.

37. Le représentant de l'URSS a estimé que les termes « commande » et « qui a passé la commande » demandaient à être précisés, et qu'il faudrait spécifier le moment auquel une commande était censée avoir été passée⁸⁸.

38. La République fédérale d'Allemagne a critiqué l'exception au principe de l'application de la loi du pays du vendeur, exception selon laquelle la loi du pays où l'acheteur a sa résidence habituelle est applicable si la commande a été reçue dans ce pays « soit par le vendeur, soit par son représentant, agent ou commis-voyageur ». Cette disposition semblait illogique et injustifiée, puisque, en vertu d'une théorie tombée par ailleurs en désuétude, elle déclarait applicable la loi du lieu où le contrat avait été conclu et subordonnait donc la loi applicable à des circonstances accidentelles, arbitraires et souvent imprévisibles⁸⁹.

39. Selon d'autres opinions, toutefois, le lieu où la commande était passée et reçue et le lieu où le contrat était conclu n'étaient pas identiques. Ainsi, le représentant de l'Iran a estimé qu'il serait préférable que la loi applicable soit celle du lieu où le contrat avait été conclu et non celle du lieu où la commande avait été passée⁹⁰. Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye a fait observer que le lieu de conclusion d'un contrat était l'une des questions les plus controversées qui soient et que c'était pour cette raison que la loi du lieu où la commande était passée avait été choisie dans

la Convention⁹¹. Le représentant de l'Italie a souligné qu'il y aurait intérêt à abandonner le critère du lieu où le contrat était conclu⁹².

d) Article 4

40. Selon le Royaume-Uni, un des inconvénients de la Convention était que son article 4 risquait de multiplier les cas dans lesquels plusieurs lois étaient applicables au même contrat, ce qui, de l'avis du Royaume-Uni, aurait pour effet d'accroître, et non de réduire, la complexité des règles juridiques auxquelles étaient soumises les transactions internationales⁹³.

41. Le représentant de l'URSS a suggéré que, l'examen pouvant se faire en deux étapes, à savoir un examen préliminaire des objets mobiliers corporels dans le pays du vendeur et un examen final dans le pays de l'acheteur, il fallait préciser quel était l'examen visé à l'article 4⁹⁴.

e) Article 5

42. Le représentant de l'URSS a proposé de faire figurer au paragraphe 2 de l'article 5 les mots « et à la signature », indiquant à ce propos que la loi soviétique contenait des règles spéciales concernant la signature des contrats de vente à caractère international⁹⁵.

43. Le Mexique a déclaré qu'il considérait que le lien établi entre le transfert de la propriété et celui des risques était une résurgence de la règle *res perit domino* qu'il ne croyait pas justifiée⁹⁶.

f) Articles 10 et 12

44. Le représentant de l'URSS a fait observer que l'article 10 et le quatrième alinéa de l'article 12 de la Convention étaient contraires à la Déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960] et que les dispositions de ces articles ne pouvaient, en conséquence, figurer dans une nouvelle convention internationale⁹⁷.

⁸⁵ A/7618, annexe II, par. 18.

⁸⁶ *Ibid.*, par. 18.

⁸⁷ A/CN.9/12/Add.2, p. 10.

⁸⁸ A/7618, annexe II, par. 20.

⁸⁹ A/CN.9/12, p. 8.

⁹⁰ A/7618, annexe II, par. 19.

⁹¹ *Ibid.*, par. 19.

⁹² *Ibid.*, par. 19.

⁹³ A/CN.9/12/Add.1, p. 12.

⁹⁴ A/7618, annexe II, par. 21.

⁹⁵ *Ibid.*, par. 22.

⁹⁶ A/CN.9/12/Add.1, p. 8.

⁹⁷ A/7618, annexe II, par. 23.